

Le CMC plus optimiste pour la croissance

- Une hausse de 5,1%, portée par la reprise agricole

- «L'effet pétrole» sur la compétitivité et le pouvoir d'achat

- Incertitudes sur le BTP

LES pronostics pour la croissance en 2015 convergent tous : l'économie va reprendre un peu de tonus après une année 2014 morne. Selon le CMC, le PIB devrait croître de 5,1%. C'est le double de la réalisation attendue en 2014. Ce taux est en rupture par rapport au faible taux de l'année dernière et supérieur à ceux de Bank Al-Maghrib, de la Banque mondiale et du FMI, qui prévoient des taux de croissance variant entre 4,4 et 4,6%.

Pour sa part, le HCP devrait rendre publiques ses prévisions la semaine prochaine.

Pour le CMC, la croissance sera dans une large mesure conditionnée par les résultats de la campagne agricole, l'évolution de la demande intérieure, ainsi que le comportement des différents indicateurs

Les prévisions de croissance par institution pour 2015

Centre Marocain de Conjoncture (CMC)	5,1%
Ministère des Finances	4,4%
Bank Al Maghrib	4,4%
FMI	4,7%
Banque Mondiale	4,6%

Sources : Ministère des Finances, BAM, FMI, BM, CMC

La forte pluviométrie et l'effondrement du cours du pétrole seront pour beaucoup dans la croissance en 2015

de la politique économique sur le plan budgétaire et financier.

Ainsi, au niveau de la campagne agricole, la forte pluviométrie enregistrée il y a quelques semaines, dépassant les hypothèses de départ, devrait se traduire par une bonne récolte céréalière. Ce qui devrait induire une forte reprise du PIB agricole. La conjoncture favorable des activités agricoles devrait bénéficier à la demande intérieure ainsi qu'à l'investissement.

La valeur des activités primaires devrait progresser de 12,9% en termes réels après un repli de 4,4% en 2014. Pour leur part, les activités du secteur industriel devraient enregistrer un taux de croissance de 3% contre 2,5% en 2014. Une stagnation due à la contraction prévisible de la demande tant intérieure qu'extérieure. Quant au BTP, malgré la légère augmentation du budget de l'investissement pu-

blic, le secteur ne devrait pas connaître de meilleurs résultats que ceux enregistrés en 2014. Le CMC prévoit une progression de la valeur ajoutée des branches du BTP



La croissance en 2015 reste fragilisée par des facteurs exogènes tels que la faible reprise de la demande extérieure adressée aux exportateurs nationaux (Ph. Briouat)

consolidées de 1,5%, soit à peine un gain de 0,7 point en comparaison avec l'année écoulée. Quant aux branches commerciales et de services, elles devraient progresser de 4,4% en termes réels, soit une performance semblable à celle de l'année précédente.

qui impacte positivement les coûts de production et le pouvoir d'achat.

Par ailleurs, en dehors de l'effet agriculture, les politiques publiques menées par le gouvernement, notamment en termes de maîtrise du déficit budgétaire, d'amélioration du climat des affaires, de

Le risque de déflation, point de vigilance

LA loi de Finances 2015 s'inscrit dans la même orientation observée jusqu'à présent sur le plan monétaire et financier. Mais cette fois-ci, le gouvernement reste vigilant sur le risque de déflation. D'ailleurs, c'est dans cette optique que Bank Al-Maghrib a décidé à deux reprises de baisser son taux directeur de 25 points de base à 2,5% contre 2,75% un trimestre auparavant. L'objectif étant de relancer l'activité. L'équilibre entre la politique de stabilité économique et le soutien de l'activité suppose de la part des autorités monétaires une gestion prudente des contraintes de liquidités bancaires, du taux d'intérêt et de change. Sur la base des projections de croissance et les hypothèses en matière de parité monétaire, la valeur du dirham par rapport à la monnaie européenne devrait être maintenue au niveau de l'année écoulée. □

Le regain de dynamisme du secteur primaire devrait être atténué par les difficultés auxquelles font face les activités industrielles, de commerce et de service. Ces difficultés sont liées à la lenteur de la reprise économique chez les principaux partenaires du Maroc et son impact

décompensation de la majeure partie des produits pétroliers n'aurait pas de retombées notables sur la croissance. □

H. E.